

RÉSISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès



SOMMAIRE

p.1 et 2 : L'édito / **p.2 : Les bras m'en tombent** (*Distribuez les points, vous ne vous interrogerez pas sur les coupes budgétaires*) / **p.3 à 6 : Place au débat** (*Laminage des salaires ou refondation progressiste de l'Europe*) / **p.7 : International** (*Royaume-Uni ; Chine*) / **p.8 : Humeur...** (*Grèce : débattons sereinement*)

L'ÉDITO

Il faudra qu'on m'explique pourquoi certains s'obstinent à se faire élire à gauche pour, ensuite, mener une politique des plus favorables au patronat... et, en conséquence, essayer défaites sur défaites électorales, sanction bien méritée, lors des scrutins suivants ! Actuellement Hollande-Valls-Macron préparent avec application la perte des Régions par la gauche en décembre prochain. Et ce n'est réjouissant pour personne, car une Région gouvernée à gauche n'est pas comparable à une Région tenue par la droite, ou l'extrême-droite.

Mais les électeurs ne jugeront pas sur les bilans, généralement positifs, des Conseils régionaux sortants. Ils jugeront –et comment leur en vouloir ?– sur les conséquences de cette politique d'austérité sur leur vie quotidienne.

C'est quoi la vie quotidienne sous un gouvernement élu pour faire une autre politique que celle subie sous Sarkozy ?

D'abord c'est la continuité des attaques contre les services publics et l'action publique. Ces services publics qui permettent (permettaient) à la France de mieux résister que les autres pays européens à la paupérisation générale et à la désagrégation du tissu social, restent prioritairement la cible du gouvernement.

9 milliards en moins pour la sécurité sociale, c'est l'accélération du déremboursement des médicaments et des soins ; c'est la baisse de la possibilité d'accueil et de soins par les hôpitaux publics où 22 000 emplois sont supprimés, où, chaque jour, on programme fermetures de services... ou d'hôpital. 9 milliards « d'économie » également dans la fonction publique, c'est la sécurité qui n'est plus assurée convenablement dans nos quartiers péri-urbains ou dans les zones rurales ; ce sont moins d'assistants sociaux, de person-

personnels dans les centres d'impôts (des fois qu'ils se mêleraient de redresser les entreprises fraudeuses), dans les tribunaux (chacun sait que la justice est trop rapide !), dans les pôles-emploi (pas de commentaires), dans les musées, les théâtres (depuis quand on veut une culture à la portée de tous ?) ; ne parlons pas de la poste ou de l'école ! 10 milliards en moins aussi pour les collectivités locales, c'est l'installation de la pénurie généralisée : en France il n'y avait plus que les communes et les Régions pour mener une politique d'investissement public et d'emploi ! Fi de tout cela ! Fi aussi de l'aide sociale à la charge des conseils généraux.

Ensuite les salaires. Bloqués dans l'emploi public. La réalité est la même dans le privé. Pendant ce temps, le dirigeant d'Alcatel-Lucent reçoit 14 millions d'euros de prime en quittant son entreprise et autant pour entrer dans sa nouvelle, Numericable. Le gouvernement fait semblant de s'en émouvoir, mais, les salariés, eux, sont à la fois scandalisés et désabusés. Quant aux retraités, ils sont plus de 14 millions à vivre avec moins de 1 000 euros par mois. Le nombre de « travailleurs pauvres », notion anglo-saxonne il y a encore quelques années, explose et atteint les 9 millions.

Le droit et les conditions de travail ? Rabotés par les lois ANI, Rebsamen et Macron. Mais, et j'y reviendrai, on nous prépare plus et mieux.

L'emploi enfin. Officiellement plus de 6 millions de chômeurs, mais surtout, pour un gouvernement qui s'était engagé à « inverser la courbe du chômage », une augmentation de 1,3 million !

(suite page 2)

L'EDITO (suite)

On se disait : ils vont réaliser qu'ils sont en train de scier la branche sur laquelle nous les avons assis : 2017, quand même n'est pas si loin. Eh bien, voilà la réponse de par la bouche même du Président : il faut « rendre lisible le code du travail » ! C'est la dernière grande innovation de ce gouvernement « de gauche » : les mots ont-ils encore un sens ?!

Je ne sais pas vous, mais moi, je le lis très bien, le Code du travail ! Je sais qu'il est là, même plusieurs fois mis à mal, pour protéger les salariés face au patron dans un rapport inégalitaire. Et d'ailleurs les patrons le lisent très bien également, et c'est ce qui les conduit à vouloir s'en débarrasser. Car c'est bien de cela qu'il s'agit : supprimer toutes règles :

- en matière de durée du travail : pas seulement la fin des 35h et la généralisation du travail du dimanche, mais aussi la remise en cause de la durée légale maximum et la question des heures supplémentaires,
- pour les conditions de travail : la remise en cause des CHSCT ou de la médecine du travail ne suffit pas, il faut déréglementer en matière d'hygiène et de normes,
- limiter les droits et possibilité de recours des salariés : changement des missions de l'inspection du travail et réduction des moyens, mais aussi remise en cause du syndicalisme. Ainsi ce qui s'est passé chez SMART avec l'organisation, sous la pression d'un pseudo-referendum pour imposer aux salariés de travailler 39h payées 37h contre l'avis des syndicats. Imaginons là où il n'y a pas de syndicat, grande majorité des entreprises...

Bref il s'agit d'évoluer d'un code du travail protecteur vers un code du travail au service du patronat. Il s'agit d'inverser ce qu'on appelle la « hiérarchie des normes ». Le contrat de travail pourra (si le salarié le veut bien sur... !) être inférieur à l'accord de branche, lui-même inférieur à la loi. Gageons que, la situation économique et sociale étant ce qu'elle est, beaucoup de salariés « voudront », accepteront n'importe quel salaire, n'importe quelles conditions de travail, n'importe quelle précarisation pour garder ou obtenir un emploi. Mais Jacques Attali ne propose-t-il pas d'appliquer le régime des intermittents du spectacle à tous les travailleurs ?

Voici les belles perspectives du rapport Combexelle, ce haut fonctionnaire mandaté par Hollande, connu pour sa connivence avec le MEDEF, qui a déjà à son actif son soutien au CPE ou son rapport sur le statut des intermittents, qui va inspirer notre Premier ministre...

Une rentrée difficile donc face à un gouvernement qui s'est auto-décrété adversaire des salariés. Une gauche politique émietlée qui a du mal à préparer la relève. Une gauche syndicale qui a du mal à mobiliser une base fragilisée et inquiète.

Et, malgré tout, quelques lumières qui brillent en Europe et portent l'espoir : le courage du peuple grec, l'émergence de Podemos en Espagne. Et l'élection, au 1^{er} tour, avec 60% des voix de Jérémy Corbyn à la tête du Parti Travailleuse... Non, la gauche n'est pas morte.

Marinette BACHE

LES BRAS M'EN TOMBENT

DISTRIBUEZ LES POINTS, VOUS NE VOUS INTERROGerez PAS SUR LES COUPES BUDGETAIRES !

Par Béatrice Durand

Hospitalidee.com, en voilà une idée novatrice ! Désormais, chacun pourra donner son avis (un peu comme sur TripAdvisor pour les chambres d'hôtel) sur l'hôpital où il a séjourné. Mais comme le dit (d'ailleurs je ne sais pas qui ! ???) Monsieur X dans un article du Parisien: « On ne cherche pas à juger le travail du médecin. Globalement, en France, la qualité des soins est excellente..... Le patient est libre de s'exprimer, la seule condition est de ne pas attaquer personnellement quelqu'un ». Si la qualité des soins est excellente sur quoi les usagers (ou clients selon...) vont-ils pouvoir s'exprimer ? Je suis donc allée sur le site et je constate que les « reproches » qui sont faits ne sont pas sur le professionnalisme des personnels médicaux mais sur le service après-vente (la qualité du petit déjeuner, le manque de disponibilité des infirmiers, l'encombrement du service des urgences). Plus tard, il est également prévu moyennant finance, un classement des meilleurs hôpitaux par région mais rien pour désengorger les urgences, pour embaucher plus de personnel, pour de meilleures conditions de travail... Je ne sais pas non plus si vous pourrez y boire du thé vert ou thé jasmin.

Et pendant ce temps, à l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris, la mobilisation continue...

Les salariés étaient en grève ce 17 septembre pour demander le retrait du plan Hirsch qui, dans le but de faire 20 Md'€ d'économie, souhaite, sous prétexte de réaménagement du temps de travail, supprimer de nombreuses RTT, pourtant nécessaires aux personnels dont les conditions de travail sont déjà difficiles.

PLACE AU DÉBAT

Laminage des salaires ou refondation progressiste de l'Europe

Par Jean-Claude CHAILLEY

SMIC : Roumanie 217 € ; Slovénie 790 € ; France 1457 € : Sans rapport avec le chantage de Smart ?

I / Bruxelles, ton univers impitoyable...

La mise sous tutelle de la Grèce :

- Le 3^{ème} mémorandum aggrave les 2 premiers, punit les électeurs grecs d'avoir « mal voté », averti les autres, met la Grèce sous tutelle de la troïka. Les députés ont été sommés de voter en bloc sans les lire 977 pages d'articles couvrant tous les domaines.
- La troïka a le fichier fiscal de chaque citoyen. Y Varoufakis qui préparait un « plan B » (monnaie complémentaire à l'euro) a dû pirater son propre ministère !
- Cet article est bouclé le 17 septembre. Il est impossible de prévoir le résultat des élections et le gouvernement qui en découlera

Deux logiques se sont affrontées (1) :

- **Celle du peuple grec** qui ne voulait plus de la troïka, des mémorandums, de la baisse des salaires et des retraites, de l'austérité, du viol de la souveraineté populaire.
 - **Celle des institutions européennes**, de ses traités, de sa législation austéritaire, synthétisée par Jean Claude Juncker : « **Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens** ». Peu importe les votes, la Grèce doit accroître l'austérité.
- ➔ **Ça vaut pour tous les pays, dont la France**, d'autant que l'article 55 de la Constitution précise : « **Les traités ou accords régulièrement ratifiés ou approuvés ont, dès leur publication, une autorité supérieure à celle des lois** ».

Qui voulait du « Grexit » ? (1). Personne, sauf semble-t-il Schäuble !

- Alexis Tsipras avait dit qu'il voulait rester dans l'euro. Les Etats unis, la Chine, la Commission européenne, le FMI, la BCE (qui pouvait sortir la Grèce de l'euro en quelques secondes), les Etats européens, le PS, EELV, toutes les formations du FdG, la droite, également.
- Il y a donc eu chantage : « Puisque vous voulez rester, signez le 3^{ème} mémo ! ».

La France des Droits de l'Homme a accepté la mise sous tutelle de la Grèce !

François Hollande s'est renforcé pour avoir laissé entendre qu'il était moins « dur » qu'Angela Merkel. Pourtant il a participé à la réunion qui a fait céder à Alexis Tsipras, comme Sarkozy et Merkel l'avaient fait lors du référendum de Papandréou. Un camarade disait c'est « bon flic, mauvais flic ». Mais si Hollande était sincère, c'est que la France ne pèse rien en Europe.

II / Laminer les salaires ou refonder l'Europe

L'Union européenne actuelle implique de baisser les salaires

L'Union européenne est fondée sur **la concurrence dans un marché unique avec libre circulation des capitaux, des hommes, des marchandises, des services**.

La concurrence s'exerce entre des pays au SMIC variant de 1 à 9

- Il y a concurrence dans toute l'Europe, zone euro ou non, avec des pays au SMIC de 200 €, moins que les salaires chinois.
 - **N'importe quel entrepreneur** peut se fournir ou installer son usine dans un de ces pays et est en concurrence avec ses confrères qui le font déjà.
 - Conséquence : **une énorme pression à la baisse des salaires** sur les pays comme **la France ou l'Allemagne** aux salaires plus élevés **ET pression à ne pas augmenter les salaires** dans les pays aux salaires bas, voire à les baisser encore plus (Grèce...).
- D'où les lois Hartz, les mini jobs, les contrats 0 heure en Grande Bretagne, le Jobs act italien, la baisse de 5% des salaires en Finlande, les lois Macron, Rebsamen, le projet de réforme du code du travail, les exonérations sans fin de cotisations dites patronales...
- Le chantage Smart en découle, le vote non libre des salariés : « si vous n'êtes pas d'accord on fait fabriquer par en Slovénie, les usines existent déjà ».

La Commission européenne demande officiellement de mettre fin à l'indexation du SMIC en France (semestre européen ; voir ci-après).

Une Union implique de rapprocher entre autres les salaires sinon elle finira par exploser dans le chaos.

- Ça peut être par le bas, avec un « gouvernement économique », « un ministre des finances de la zone euro » avec tout pouvoir... La Grèce est le modèle.
- Ça pourrait être par le haut, mais il faut refonder l'Union européenne présentement construite sur le modèle ordo-libéral.

La pression sur les salaires est encore plus forte pour les pays de la zone Euro.

- Faute de pouvoir dévaluer pour compenser les écarts de productivité, **l'ajustement entre pays de la zone euro ne peut se faire que sur le « coût du travail »** - bien que le problème soit le coût du capital -.
- Que la création de l'euro ait des conséquences désastreuses ne fait guère débat. Le débat qui est ouvert, c'est de savoir si en sortir est obligatoirement encore pire.

Les alternatives : poursuivre l'euro, monnaie commune, monnaie complémentaire, retour aux monnaies nationales, soit général, soit pour les pays économiquement trop éloignés... **ne font aucun consensus.**

Toutes engagent des choix politiques lourds : salaires, retraites, services publics, faire défaut ou non sur tout ou partie de la dette, nationaliser / socialiser ou non les banques, l'énergie, le médicament... dans des pôles publics, voire le dépassement du capitalisme

➔ **Il n'y a pas de « y'a qu'à ». Il faut un débat citoyen serein et au fond. L'avenir des générations présentes et futures est engagé.**

La France est sous « surveillance renforcée » de la Commission européenne

Comme la France malgré (ou à cause de) ses contre-réformes n'a toujours pas atteint les objectifs du Pacte budgétaire, que d'une certaine façon elle est donc en désobéissance, elle est sous une humiliante « surveillance renforcée » de l'UE, menacée de « sanctions ».

Le semestre européen

Cette procédure engage les budgets et les contre réformes à appliquer par les Etats. Voici des extraits du « semestre européen » adopté le 15 juin, après 6 mois de négociation :

-**« La France devrait prendre des mesures résolues pour supprimer les seuils réglementaires »** (C'est la loi Rebsamen) ;

-**« Des mesures structurelles supplémentaires devront par conséquent être prises pour 2016. »** (Coupes budgétaires et réformes tous azimuts).

-**« Ralentir considérablement la croissance des dépenses de sécurité sociale »** (ça annonce les coupes du PLFSS 2016 ; La Cour des comptes pilonne) ;

-**« Une action décisive doit être engagée pour rétablir la santé financière du système de retraite complémentaire. »** (C'est le projet du MEDEF de réforme Agirc, Arrco, Ircantec).

-**« Les régimes des agents de l'État et des salariés des entreprises publiques continuent de peser sur le déficit global du système de retraite.. »**. (Une contre -réforme des retraites du public et des régimes spéciaux suivra)

-**« Maîtriser la hausse des dépenses de fonctionnement des collectivités locale »** ; (Suite comme partout du Pacte de responsabilité)

-**« Le salaire minimum devrait évoluer d'une manière plus propice à la compétitivité et à la création d'emplois. ...son indexation automatique pourrait conduire à des hausses de salaires supérieures à ce qui est nécessaire... »**. (Même le SMIC est dans le collimateur alors que des syndicats demandent de le porter à 1800 €)

-**« Les taux d'imposition des sociétés sont élevés.. »**. (Les montants versés sont très faibles)

-**« Les réformes menées récemment n'ont donné aux employeurs que peu de possibilités pour déroger aux accords de branche par des accords d'entreprises... donner plus de latitude aux entreprises pour adapter les salaires et le temps de travail à leur situation économique. »** (C'est la contre-réforme projetée du Code du travail).

Les salaires, la BCE, et l'inflation :

- Lorsque l'inflation était forte en France on expliquait qu'il ne fallait pas augmenter les salaires car « **c'est inflationniste** ». On les a même désindexés en 1983 pour qu'ils ne suivent pas, et de loin, les prix.
- Le mandat de la BCE, c'est une inflation proche de 2%. Comme on en est loin **la BCE devrait logiquement demander l'augmentation des salaires. Elle fait l'inverse.**
- **Si l'inflation repartait, au nom de la compétitivité, les salaires ne suivraient pas** - à moins d'un rapport de force syndical de très haut niveau -.

L'inflation comme la déflation ne sont pas la solution, il faut se donner les moyens de changer de politique.

Pour reprendre le pouvoir sur la finance, il faut reprendre le pouvoir à la BCE !

La BCE est au service des marchés financiers et des multinationales. Ses dirigeants en sont issus. Indépendante des Etats et des peuples par le traité de Lisbonne, elle contrôle tous les flux financiers. Elle peut fermer des banques, asphyxier n'importe quel pays. Après Chypre elle vient de le faire en Grèce. **Actuellement il n'est légalement pas possible de l'obliger à financer l'économie réelle, la transition écologique.**

Est-ce qu'on peut atteindre le rapport de force pour l'obliger à agir contre son mandat et les marchés financiers? Douteux. Ne faut-il pas remettre en cause son « indépendance » ?

1000 Milliards € / an de fraude et d'évasion fiscale !

- Le scandale de la fraude fiscale, de l'optimisation des GAFA (Google, Apple, Facebook, Amazon), de l'exil fiscal des vedettes du sport ou du show biz, des PDG de multinationales, atteint chaque année 1000 Mds en Europe, dont 70 mds en France plus 24 Mds de fraude sociale.
- Le CICE, le Pacte de responsabilité, la concurrence à la baisse des impôts et des cotisations sociales des entreprises brident la croissance et accroissent le déficit budgétaire.
- La compensation se fait par transfert massif de la charge fiscale sur les ménages : impôts, CSG, explosion des impôts locaux, taxes, redevances, amendes, TVA...tout en coupant et privatisant les services publics et la protection sociale.

C'est pourquoi le gouvernement prépare la retenue de l'impôt à la source et la fusion avec la CSG pour une augmentation massive...dès 2018

Ni retenue de l'impôt à la source, ni fusion avec la CSG !

- La retenue de l'Impôt sur le revenu (IR) à la source donnerait au patronat une bonne connaissance des revenus du ménage - sauf à supprimer le quotient familial -
- **La CSG**, dont le montant fait plus que doubler l'impôt sur le revenu, est un **impôt** créé en 1991 par Michel Rocard pour transférer une bonne partie des cotisations sociales dites patronales sur les ménages. C'est pourquoi c'est **un impôt affecté** pour l'essentiel à la Sécu. La fusion IR / CSG remettrait en cause le principe d'affectation à la Sécu.

S'agit-il de faire payer les riches ? La fusion avec l'IR rendrait la CSG progressive, permettant des augmentations massives. L'affichage, « faire payer les riches », doit faire rouler par terre de rire les fraudeurs, les GAFA : dans les lois Touraine un riche, c'est un(e) retraité(e) qui a 900 € par mois ou un couple de fonctionnaires. En réalité c'est **la masse de la population, les couches modestes ou moyennes qui vont payer** ...et le FN va monter encore plus.

➔ *Il y a des alternatives, notamment récupérer une bonne partie des 1000 Mds (3 plans Juncker par an) pour financer des investissements utiles, la transition écologique, créer des emplois...*

III / SUR L'EUROPE AUSSI, OPPOSITION TOTALE AU FN !

Le nationalisme, toujours autoritaire, est l'opposé de la souveraineté populaire. **L'extrême droite est au service des marchés financiers.**

- Rappelons- nous l'histoire, parfois elle bégaie : non seulement en Allemagne, mais aux Etats Unis : la quasi-totalité des dirigeants des milieux financiers et des multinationales – ça a été le cas de mon 1^{er} PDG américain –, étaient pro Hitler.
- Le PDG de la banque US, JP Morgan, demande des « régimes autoritaires » en Europe.
- Lorsque le FN parle d'augmenter les salaires, c'est uniquement de casse de la Sécurité Sociale qu'il s'agit. Comme le patronat le plus réactionnaire, il est violemment anti syndical.

- En rendant les immigrés responsables de tout, le FN divise les salariés et dédouane les responsables de la crise, les marchés financiers et les gouvernements à leur service.
- Hitler était chef du « parti national socialiste des travailleurs allemands ». Terme démagogique comme l'horreur nazie l'a prouvé: il ne peut pas exister de « socialisme national ».

Jaurès, le socialisme véritable, défend la nation, la République sociale, dans un cadre internationaliste et non d'affrontement et de guerre. Ça lui a d'ailleurs coûté la vie. Certains voient dans la « préférence nationale » du FN, une parenté avec le terme national-socialisme.

Doit-on croire le FN sur parole lorsqu'il s'affirme anti-Europe, anti euro ?

Non. Le patronat, les marchés financiers sont pro euro, pro UE : le patronat anglais fait campagne contre la sortie de la Grande Bretagne de l'Union européenne. Que le FN, s'il était au pouvoir, s'y oppose est plus qu'improbable. M Le Pen demande « une dissolution concertée de la zone euro » qui si elle arrivait au pouvoir en 2017 n'a aucune chance !

La construction européenne actuelle est le terreau de l'extrême droite

Le déni de souveraineté populaire, l'austérité, le chômage de masse, le déclassement des couches moyennes dites « riches », la remise en cause des services publics, de la protection sociale, poussent dans tous les pays vers l'abîme de l'extrême droite.

« Europe de la paix » ?

L'Europe historique va bien au-delà des limites actuelles de l'Union européenne.

L'Ukraine, pays européen, est en guerre civile et en faillite. On y craint un coup d'état des néonazis. Mur de la honte en Hongrie. Les bases européennes de l'OTAN encerclent la Russie, elle aussi européenne. F Hollande - bien loin de Jaurès sur ce plan aussi - après avoir approuvé l'intervention de N Sarkozy en Libye voulait bombarder Assad, bombarder l'Iran. Ajouter sans fin la guerre à la guerre n'a jamais fait la paix

IV / POUR UNE REFONDATION PROGRESSISTE DE L'EUROPE

Pour une union de nations et de peuples souverains, coopérant librement

Pourquoi c'est possible ?

- Partout les besoins fondamentaux sont les mêmes : vivre décemment, un travail, un logement, des écoles pour les enfants, une protection sociale, des services publics, une planète vivable, la paix...
- Partout on aspire à la liberté, à la démocratie, au respect de la souveraineté populaire, à la réduction et à la suppression des inégalités...

Pourquoi une alternative est nécessaire et urgente ?

- Les dirigeants européens constatent aussi que l'UE n'est pas soutenable telle qu'elle est : « Rapport des cinq présidents » (Commission européenne, Conseil européen, zone euro, BCE, Parlement européen) ; pour Hollande il faut « une avant-garde de la zone euro » limitée à quelques pays, ce qui l'UE encore plus bancal. Pour certains l'Allemagne doit sortir de la zone euro, pour d'autres les pays du « sud ». Tout est sujet d'affrontement entre les 28, réfugiés compris.
- Les traités CETA, TAFTA, TISA... entendent mettre l'ensemble de l'Union européenne sous la coupe des multinationales, notamment américaines. Ainsi va la mondialisation libérale

Pour sortir de la crise, pour augmenter les salaires, pour sortir de l'austérité ne faut-il pas refonder l'Union européenne, ses traités et directives ?

- La légitimité du traité de Lisbonne et de sa législation sont hautement discutables car issus du viol du vote de la France et de la Hollande alors qu'il fallait l'unanimité.
 - Toute la législation européenne est par nature austéritaire – c'est d'ailleurs pour cette raison que les peuples consultés par référendum ont voté contre.
 - La question d'une refondation sur la base de la coopération, de l'harmonisation sociale et environnementale par le haut, du respect de la souveraineté populaire, est posée. La crise, le chômage de masse, la rendent urgente
 - Pour l'instant il n'y a guère de débat dans le mouvement social, ni même dans nombre d'organisations
- ➔ **Il faut débattre fraternellement en France comme dans tous les pays d'une refondation de l'Europe, sinon c'est la troïka, les marchés financiers qui continueront de décider !**

Voir article : « **De retour de délégation Solidarité France-Grèce pour la santé, du 11 au 16 mai** » dans *Résistance Sociale de mai* : <http://www.resistancesociale.fr/spip.php?article2932>

INTERNATIONAL

ROYAUME-UNI : *Au moment où nous nous posons la question de la reconstruction de la gauche, le parti travailliste vient d'élire à sa tête Jérémy Corbyn. Il nous a paru intéressant de porter à votre connaissance cette « Lettre ouverte » de Francis Wurtz, ancien député européen et retrouvable sur son blog : <http://franciswurtz.net/>*

Cher Jérémy,

Je ne sais si tu mesures la joie que suscite ton élection à la tête du Parti travailliste (...)

Aujourd'hui que tu as réussi l'impensable : engager le Parti travailliste sur la voie de la rupture avec l'héritage empoisonné de vingt années de « thatchérisme soft » insufflé par Tony Blair , de nouvelles perspectives de dialogues, de convergences et d'initiatives élargies se dessinent . Pour cet espoir inattendu et si réconfortant : merci !

L'expérience politique extraordinaire que tu viens de vivre et de faire vivre ces deux derniers mois est, pour toute la gauche européenne, particulièrement riche d'enseignements. Loin des artifices des « communicants » professionnels comme des figures imposées dans les grands médias ; étranger aux mœurs des politiciens à l'égo surdimensionné comme au discours « politiquement correct » de la « gauche moderne », tu es resté celui que nous avons toujours connu : sincère, authentique, modeste, respectueux. Et fidèle à tes convictions qui sont , aujourd'hui comme hier, aussi simples à comprendre qu'essentielles à réaliser : « recréer l'ambition d'une société plus juste »; en finir avec le « tout-austérité » -qui est « un choix politique » et non une fatalité- ; développer les services publics de transports, d'éducation et de santé ; « changer la mission de la Banque centrale » pour que l'argent qu'elle crée aille « aux gens » et serve à « l'emploi qualifié »; nationaliser les chemins de fer et les producteurs d'énergie; relever l'impôt sur les sociétés; maintenir dans le secteur public des banques sauvées de la faillite par l'Etat au moment de la crise de 2008... La même cohérence de gauche se retrouve dans tes propositions de politique internationale, qui se situent aux antipodes des obsessions du « caniche de Bush » : non à la guerre, à l'arme nucléaire et à l'OTAN -« qui aurait dû disparaître avec la guerre froide ». Voilà la politique et le comportement qu'ont plébiscités les centaines de milliers de jeunes qui t'ont permis de vaincre la résistance acharnée des caciques de l'ex-« New Labour » ! Nul doute que ces derniers ne désarmeront pas pour autant. Réhabiliter la gauche en Europe est un combat. Nous nous y retrouverons.

CHINE : DE L'AIR... POUR LE TOURISME !

La population chinoise souffre depuis de nombreuses années de problèmes de pollution de l'air, liée à sa politique industrielle. Mais le gouvernement municipal de Shanghai a enfin trouvé LA solution. Pas pour les chinois, rassurons-nous, mais pour les touristes. Vous comprendrez que Disneyland Shanghai, qui doit ouvrir ses portes début 2016, ne peut pas se permettre de faire virevolter ses princesses sous un ciel plombé par des entreprises polluantes. Le gouvernement municipal de Shanghai a donc récemment ordonné la fermeture de 153 usines locales afin que les ouvriers aillent cracher l'air qu'ils ont depuis des années dans leur poumon ailleurs. Bien entendu, on ne sait toujours pas quelles sont les 153 usines concernées. Ils gardent la surprise pour Noël... Ah le monde merveilleux de Disney, il n'y a pas à dire, c'est que du rêve !

REGARDS

RADICALITÉS

par Alain Bellaïche

Les dernières années ont vu en Europe l'émergence de forces nouvelles, en marge des partis traditionnels. Leur ambition : réduire le fossé qui s'est creusé entre la pratique politique telle qu'exercée et les aspirations des peuples. Deux leviers sont donc à leur disposition :
- s'atteler à la régénération des pratiques démocratiques dévoyées par les oligarchies en s'appuyant sur la base citoyenne (quitte à paraître dans un premier temps comme apolitiques car ne visant qu'à favoriser l'expression populaire quelle qu'elle soit) : c'est le cas de *Podemos* en Espagne, conseillé depuis peu par T. Picketty qui se donne comme objectif de "démocratiser le fonctionnement de la zone euro" : le

programme politique et social n'est pas préétabli mais résulte du choix du peuple –même si cela n'interdit pas d'explorer telle ou telle piste. - des partis se fédèrent autour d'un programme clair approuvé par les électeurs. C'est le cas de *Syriza*. Ceci doit nous amener à repenser le concept de radicalité (apprécié par la presse qu'elle assimile à un extrémisme) qui ne vise étymologiquement qu'à remonter à la source de tout pouvoir et à sa légitimité puisqu'elle est conférée par le peuple : les débats, certes justifiés mais qui prennent souvent une tournure dogmatique (*Pour ou contre l'euro?* par exemple) trouvent alors une issue "naturelle".

HUMEUR...

GRÈCE : DÉBATTONS SEREINEMENT

Par Michel Jallamion

Nous avons tous connu un immense espoir à l'annonce du référendum puis à la victoire du « NON » en Grèce. Aussi grande fut notre déception lors de l'accord de restructuration de la dette grecque contre la continuation de la politique austéritaire.

Celle-ci s'est parfois muée chez des amis, des camarades, en agressivité vis-à-vis de Tsipras allant jusqu'à parler « de trahison », l'assimilant aux autres gouvernements de la zone euro, etc. Moi aussi j'ai été choqué par cet accord et j'ai espéré que j'aurai eu le courage de ne pas le signer.

Mais le problème qui s'est posé à Tsipras n'était pas en ces termes. Au-delà d'invectives, que l'on regrette tôt ou tard, il nous faut comprendre les enjeux qui se posent à la Grèce, à son peuple, à Tsipras, avant de jeter l'anathème sur le seul homme à avoir fait trembler l'Union européenne.

D'abord il y a une confusion sur la question de l'Euro : la gauche française est pétrie de contradictions et le salut aurait pu venir de l'extérieur. Ce n'est pas le cas. Mais cela pouvait-il l'être ? Le problème des Grecs n'est pas l'Euro. La Grèce n'est pas structurellement en déficit elle est même en excédent. Son économie repose en grande partie sur le tourisme européen et elle est donc moins soumise que d'autres aux contraintes de l'euro fort. Même s'il contraint la Grèce à ne pas développer son appareil productif la question du lien est un peu plus subtil que chez nous... où pourtant nous n'arrivons même pas à mener un débat serein sur cette question !

Le référendum n'était d'ailleurs pas un blanc-seing pour sortir de l'Euro. **EXPLICITEMENT, IL NE REMETTAIT PAS L'EURO EN CAUSE.** Le peuple grec ne semble pas, ou plutôt, ne semblait pas favorable à la sortie de l'Euro qui du reste ne signifie pas la non-austérité (voyons l'Angleterre jusqu'à présent).

Bref nous ne pouvons donc pas, dans un même élan, reprocher à Tsipras de ne pas avoir voulu sortir de la zone Euro et de trahir son peuple.

L'alternative posée à Tsipras était celle-ci : déclarez-vous ou non la faillite de la Grèce ? Car la sortie de la zone euro n'était qu'un corollaire. Beaucoup d'économistes écrivent pléthore sur les conséquences heureuses ou non de la sortie de la zone Euro, fort peu sur les conséquences d'une faillite d'une nation qui ne dispose pas d'un appareil productif significatif ni de réserves d'énergie propre. Comment se procurer des médicaments si l'on n'est pas « solvable » ? Le FMI et les dirigeants européens ont géré ce « problème » comme ils l'ont toujours fait avec les pays pauvres. Se rappelle-t-on les conséquences du rééchelonnement unilatéral de la dette par la Côte d'Ivoire ? Le rapprochement des BRICS aurait pu être une solution et il semble qu'une tentative ait lieu. Mais peut-on d'emblée penser que le peuple est d'accord pour passer du tropisme européen à un autre contrairement à ce que lui crie son Histoire ?

Le peuple, oui : c'est la seule légitimité de Tsipras. Il a contre lui la finance (armateurs) et l'armée qui ont appelé à voter OUI. Mesure-t-on vraiment le sens de cela ? Mesure-t-on vraiment à quoi fut confronté Tsipras face à son destin, à l'Histoire ?

Malgré mon agacement et mon élan naturel, je constate que Tsipras est le seul dirigeant à se conformer au mandat reçu de son peuple, qu'il a laminé la droite et l'extrême droite, qu'il a obtenu pour la première fois une restructuration de la dette ... et il remet son mandat en jeu. Alors, personnellement, je ne sais pas le choix que j'aurais fait à la place de Tsipras... je sais une seule chose : ce choix n'a rien d'évident, j'espère ne jamais y être confronté. Tsipras n'est ni un dieu, ni un César, ni un salaud. C'est juste un homme de gauche avec lequel nous avons le droit ou non d'être en désaccord. C'est rare et déjà pas si mal !

VOUS AUSSI, REFUSEZ LA RÉSIGNATION, ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !!!

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de RESO, association loi 1901

Siège social :
121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : www.resistancesociale.fr
Courriel : webmaster@resistancesociale.fr

Présidente de RESO et directrice de la publication :

Marinette BACHE

NOM PRENOM :

ADRESSE :

.....

TEL : Portable :

E-mail :

- J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros
 Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros
 Je souhaite diffuser le journal autour de moi. Adressez-moi exemplaires par envoi.

À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)